

publique). D'autres spécialistes canadiens avaient fait partie d'équipes chargées de procéder aux relevés aériens des ressources naturelles ainsi qu'à l'installation et à l'exploitation du matériel de production.

Programme des Antilles du Commonwealth.—En 1958, au moment de la formation de la Fédération des Antilles, le Canada s'est engagé à lui fournir pendant cinq ans de l'aide économique et de l'assistance technique pour une valeur de 10 millions de dollars. Après la dissolution de la Fédération en 1962, on a décidé de continuer l'aide financière aux pays constitutifs de la Fédération (c.-à-d. Jamaïque, Trinité et Tobago, Barbade, îles Sous-le-Vent et îles du Vent, Guyane britannique et Honduras britannique). Depuis lors le Canada a mis à la disposition de la région \$44,800,000 en prêts et en subventions, y compris \$13,500,000 dans le cadre du programme de 1966-1967.

En vertu de ce programme, le Canada a fourni deux navires mixtes, pour le transport entre les îles, un quai en eau profonde à Saint-Vincent, une résidence à l'Université des Antilles à la Trinité, des installations de manutention dans cinq ports, et, à diverses petites îles, des écoles, des entrepôts et des installations d'eau douce. Les projets en voie de réalisation comprennent un levé aérien de la Trinité, un plan pour accroître et améliorer les troupeaux laitiers de cette île, l'aménagement d'écoles rurales, de résidences pour le personnel enseignant et d'un réseau d'égout à la Jamaïque, une conserverie de poisson préfabriquée, et un pont au Honduras britannique.

Une assistance technique appréciable a également été fournie. Au cours de l'année terminée le 31 mars 1967, des cours de formation avaient été organisés au Canada, à l'intention de plus de 500 étudiants des Antilles du Commonwealth, dans les domaines de l'agriculture, du génie, des pêcheries, de la sylviculture, de la médecine et de l'administration publique. En outre, 138 Canadiens, dont des enseignants, des pédologues et des conseillers en statistique, rédaction de lois, logement, cinéma, radiodiffusion, service postal, affaires indiennes, enseignement technique et administration portuaire, ont été envoyés aux Antilles du Commonwealth.

Programme spécial d'aide à l'Afrique du Commonwealth.—À l'automne de 1960, le gouvernement canadien s'est engagé, sous réserve d'approbation du Parlement, à contribuer pour \$10,500,000 à un programme spécial d'aide à l'Afrique du Commonwealth, pendant une période triennale à compter du 1^{er} avril 1961. Le programme, connu sous le sigle SCAAP, a été lancé à la suite des débats qui ont eu lieu lors de la réunion des premiers ministres du Commonwealth en 1960. Le SCAAP est, à peu de chose près, la contrepartie pour l'Afrique de ce qu'est pour l'Asie le Plan de Colombo, bien qu'il soit strictement une institution du Commonwealth. Les principaux contributeurs sont la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande; parmi les plus récents membres du Commonwealth, l'Inde et le Pakistan, notamment, ont été à même de fournir une certaine assistance technique dans les domaines dont la connaissance leur est familière et où ils ont acquis de l'expérience. Tous les pays africains du Commonwealth, indépendants ou non, sont admissibles à l'aide aux termes de ce programme.

Comme c'était le cas dans le cadre de tous les programmes élargis d'assistance du Canada, les subventions au SCAAP ont été portées de \$9,500,000 en 1965-1966 à \$12,500,000 en 1966-1967; l'aide affectée aux prêts de développement a augmenté de cinq millions à six millions de dollars. En 1965, le premier prêt canadien à l'Afrique, au titre du développement, au montant de \$3,500,000, a été consenti au Nigéria; au début de 1966, deux prêts totalisant \$2,450,000 ont été consentis à la Tanzanie. Une subvention alimentaire de farine de blé, d'une valeur de deux millions, a été accordée au Ghana.

Les programmes d'assistance technique reçoivent toujours une attention particulière. Au cours de 1966-1967, plus de 400 instituteurs, professeurs et conseillers techniques canadiens étaient en poste en Afrique, tandis que 645 étudiants africains recevaient une formation scolaire ou technique au Canada. Ceci représente une importante augmentation sur l'année précédente du Programme d'assistance technique.